

ASS/GF/II/MG

2026-44

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 8 AVRIL 2026

OBJET : LISTE DES DÉLÉGATIONS ATTRIBUÉES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 30	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 2 avril 2026

L'an deux mille vingt-six, le huit avril à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN, M. André HERNANDEZ, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET, Mme Dominique GEA

Étaient absents :

M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Jean-Charles PITT à Mme Corinne ARMERO, Mme Magali GARY-BOBO à M. Gérard FORCADA, M. Michel CANO à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : William COMBES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20260408-2026-44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/04/2026
Publication : 16/04/2026

Pour le Maire



Vu les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales ;

L'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet au Conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre des compétences qui sont les siennes, afin d'éviter d'avoir à réunir l'assemblée pour délibérer dans les matières déléguées, en permettant de la sorte des prises de décision rapides par l'exécutif municipal.

L'article précité permet de donner délégation au Maire dans les trente-et-une matières énumérées ci-dessous, en tout ou partie, le Conseil municipal étant ainsi totalement libre de choisir parmi ces matières celles qui lui seront déléguées. Si ces délégations peuvent être données pour la durée du mandat, l'assemblée délibérante peut décider à tout moment d'y mettre fin selon les dispositions de l'article L. 2122-23 du CGCT qui encadrent leur usage.

Sauf à ce que le Conseil municipal s'y oppose expressément, le Maire dispose de la faculté de subdéléguer à un adjoint ou à un conseiller municipal les délégations qui lui sont données par l'organe délibérant, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article L. 2122-18 du CGCT pour les délégations de ses propres fonctions aux adjoints ou conseillers municipaux.

Lorsque le Maire se trouve dans un cas d'empêchement, le Conseil municipal redevient décisionnaire dans les matières qu'il lui a déléguées. Le Conseil peut cependant prévoir et organiser par avance la suppléance du Maire empêché en décidant que dans une telle situation, les décisions dans les matières déléguées seront prises par un adjoint ou, à défaut par un conseiller municipal, dans les conditions fixées par l'article L. 2122-17 du CGCT.

Le Maire délégataire du Conseil municipal est astreint à un devoir d'information périodique de l'assemblée délibérante puisqu'il est tenu de rendre compte, lors de chacune des réunions obligatoires du Conseil, des décisions qu'il prend en vertu des délégations reçues.

Ainsi, le Maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ainsi que procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans la limite de 5.000 euros par occupation et par an, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, le dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.

3° De procéder, dans les limites ci-après définies, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget de l'exercice en cours et de ses annexes, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts - tel que opérations de réaménagement de dette (remboursement par anticipation, renégociation contractuelle) - et aux opérations de marchés, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du CGCT et au a) de l'article L. 2221-5-1 du même code, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et passer à cet effet tous les actes nécessaires. La délégation concerne tout emprunt à court, moyen ou long terme, libellé en euros ou en devises, à taux d'intérêts fixe et ou indexé (révisable ou variable, le cas échéant, plafonné), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales ou réglementaires applicables en cette matière et pouvant comporter un différé total ou partiel d'amortissement et, ou, d'intérêts.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif aux calculs du ou des taux d'intérêt,
- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé ou de consolidation par mise en place de tranche d'amortissement,
- La possibilité d'allonger la durée du prêt,
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le maire pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

De procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et passer à cet effet les actes nécessaires. Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de 2 millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants : €STER, T4M, EURIBOR ou un taux fixe.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, étant précisé que cela comprend de :

- Procéder à la fixation du nombre de candidats admis à poursuivre la phase d'offres pour les procédures et techniques d'achat concernées et notamment celle de maîtrise d'œuvre ;
- Procéder à la fixation du montant de la prime attribuée aux candidats ayant remis une offre pour les procédures et techniques d'achat concernées et notamment celle de maîtrise d'œuvre ;
- Procéder à la fixation du montant de l'indemnité attribuée aux membres qualifiés composant le jury pour les procédures et techniques d'achat concernés et notamment celle de maîtrise d'œuvre ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, commissaires de justice (anciennement huissiers de justice) et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire sans limite de montant, sur tout le territoire de la commune et pour tous types d'opération notamment :

1. Réalisation d'équipements publics ou collectifs ;
2. mise en œuvre d'opérations d'aménagement ou de renouvellement urbain ;
3. constitution de réserves foncières en vue d'une opération d'intérêt général ;
4. mise en œuvre de la politique locale de l'habitat ;
5. Maintien, extension ou accueil d'activités économiques ;

6. amélioration de la qualité urbaine et traitement des secteurs stratégiques identifiés par la commune.

De déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code ;

16° D'intenter au nom de la commune toutes les actions en justice ou défendre la collectivité dans les actions intentées contre elle, du fait de l'ensemble de ses activités tant devant toutes les juridictions nationales sans exception, constitutionnelle, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales, commerciales ou ordinaires et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation, et tant devant les juridictions étrangères ou internationales ; de se constituer partie civile au nom de la commune, notamment par voie de plainte ou de citation directe et ce jusqu'à parfait règlement du litige ; de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite, pour chaque sinistre, de 7.500 euros et d'accepter le remboursement d'assurance sans limite de montants ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local sur le territoire communal ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ainsi que pour signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie dans la limite d'un montant annuel maximum de 2.000.000 € et selon les modalités définies au 3° du présent article figurant supra.

21° D'exercer, au nom de la commune sur l'ensemble du territoire et sans limite de montant, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme. Ce droit est exercé par le maire pour l'aliénation de fonds de commerce, de fonds artisanaux, de baux commerciaux ou de terrains situés dans un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat défini préalablement par délibération du Conseil municipal ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou pour déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, sans limite de montant et sur tout le territoire de la commune ;

23° (Non applicable)

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont celle-ci est membre ;

25° (Non applicable)

26° De demander à tout organisme financeur, sans limite de montant par financeur et par projet, l'attribution de subventions dans les conditions les plus larges possibles ;

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux, pour tous types de projets et sur l'ensemble du territoire communal et notamment en ce qui concerne les permis de démolir, les permis de construire, les permis d'aménagement et les déclarations préalables.

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;

30° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur au montant prévu à l'article D. 2122-7-2 du CGCT (200 € en vertu de l'article 3 du décret n° 2026-118 du 20 février 2026 portant mesures de simplification de l'action publique locale et des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs groupements repris à l'article, ce montant pourra évoluer dans la limite prévue par un éventuel décret ultérieur). Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

31° D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code ;

Les délégations consenties en application du 3° de l'article L 2122-22 du CGCT prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser le maire à prendre les décisions relevant des matières énumérées ci-dessus, dans les limites déterminées et précisées par le Conseil municipal.

2/ D'autoriser le maire, pour la bonne marche de l'administration communale, à subdéléguer la signature des actes relatifs aux délégations énumérées ci-dessus à un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L2122-18 du CGCT.

De dire qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, l'élu pris dans l'ordre du tableau qui supplée celui-ci dans la plénitude de ses fonctions dispose de l'ensemble des délégations consenties par la présente délibération au Maire.

3/ De charger le maire d'accomplir toutes les démarches et les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'autoriser le maire à prendre les décisions relevant des matières énumérées ci-dessus, dans les limites déterminées et précisées par le Conseil municipal.

2/ D'autoriser le maire, pour la bonne marche de l'administration communale, à subdéléguer la signature des actes relatifs aux délégations énumérées ci-dessus à un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L2122-18 du CGCT.

De dire qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, l'élu pris dans l'ordre du tableau qui supplée celui-ci dans la plénitude de ses fonctions dispose de l'ensemble des délégations consenties par la présente délibération au Maire.

3/ De charger le maire d'accomplir toutes les démarches et les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire

Gérard FORCADA

The official stamp is circular with a blue border. The text "MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES" is written along the top inner edge, and "AUDE" is at the bottom. In the center is a coat of arms featuring a castle tower and a sun.

La secrétaire de séance

Christine BÉNET

The official stamp is circular with a blue border. The text "MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES" is written along the top inner edge, and "AUDE" is at the bottom. In the center is a coat of arms featuring a castle tower and a sun.